PCF Vénissieux

Le Vénissian

Périodique communiste de Vénissieux http://levenissian.fr Mars 2017

Affaires, alliances, promesses, le grand cirque présidentiel est en route et les médias font le buzz. Cette élection n'est vraiment pas faite pour "changer la vie", mais pour "perpétuer le système"... Il faut supprimer ce président de la république omnipotent, et redonner une vraie souveraineté populaire à une assemblée nationale responsable devant les citoyens !

Nos candidats: 11-18 Juin 2017

Michèle PICARD (PCF)

Michèle est une enfant des Minguettes. Après des études artistiques, elle travaille de nuit dans la saisie informatique, puis à la cuisine centrale, avant de devenir suppléante du député André Gerin, puis maire de Vénissieux en 2009. Elle gagne en 2014 et 2015 avec une liste de rassemblement contre le FN, la droite et un parti socialiste qui a oublié le peuple et la gauche. Elle sera une députée de combat, pour résister et reconstruire !

Kamal AHAMADA (syndicaliste)

Kamal est un enfant de Vaulx-en-Velin, intérimaire dans l'industrie avant d'entrer chez Bosch. Il se syndique, prend des responsabilités au collectif jeunes CGT, puis au conseil économique et social. Il a rencontré très souvent Michèle Picard dans l'action pour la défense de Bosch. Il sera un suppléant en lien étroit avec les actions du monde du travail...

Unir le peuple face au FN et la droite...

Présidentielles, Législatives, Luttes sociales...

La monarchie présidentielle que nous impose le pouvoir avec les institutions de la cinquième république ne répond plus aux besoins de la population.

Redonner la parole au peuple, avoir à l'Assemblée Nationale des députés capables de résister aux injonctions de la commission européenne, des marchés financiers et des banques qui exigent toujours plus d'austérité. Des députés qui imposent des orientations budgétaires et des lois qui répondent aux besoins des gens, qui impulsent une politique industrielle créatrice d'emplois, une politique sociale qui réponde aux besoins de logement, de santé, d'éducation, de sécurité. Au delà de l'élection présidentielle c'est l'enjeu des élections à venir.

La préparation de la présidentielle a montré que les Français ne veulent plus des ces hommes et femmes politiques représentants d'un système, d'une politique qu'ils rejettent.

Exit, Hollande, Sarkozy, Valls, Juppé... à qui le tour?

Fillon pensait avoir fait le plus dur en faisant oublier qu'il avait été le 1er ministre de Sarkozy. Il se voit rattraper par des histoires de gros sous qui le replacent dans ce microcosme politique.

Hamon, vainqueur de la primaire du PS, sur le rejet de la politique de son parti, est la preuve que les électeurs de gauche veulent un changement, mais il ne peut pas en être le porteur !

Macron peaufine son profil de jeune premier, hors système. Mais comment oublier qu'il est l'homme des banques, ancien ministre de Hollande? Ses mesures phares, encore plus de rigueur et suppression de l'impôt sur la fortune. Il est bien l'un des candidats du système capitaliste. Il s'occupe d'abord des plus riches!

Marine Le Pen surfe sur ce désarroi, sur ce rejet du système politique en place. Son discours, extrémiste, populiste, peut tromper bon nombre de français. Pourtant le FN est aussi sous le coup d'accusations de malversations au parlement européen et en France pour la surfacturation de campagnes électorales lui permettant de percevoir de l'Etat, c'est à dire des citoyens, des millions d'euros de remboursements ! Le fascisme n'a jamais permis au peuple d'être souverain et de trouver des réponses à ses besoins.

Les communistes appellent à un changement radical. Ils ont choisi le soutien à Jean Luc Mélenchon, homme de gauche, porteur d'un projet qui contient des éléments de rupture forte pour notre pays.

Mais le véritable changement se fera avec la mobilisation populaire, la construction d'un rapport de forces dans le pays qui rende impossible la poursuite des politiques d'austérité, et qui impose une politique répondant aux aspirations et besoins du plus grand nombre.

Le véritable changement passe par une Assemblée nationale avec de nombreux députés présentés par le PCF.

Michèle Picard en fera partie

avec son suppléant Kamal Ahamada!

Elle redonnera par ses actions, ses propositions, ses votes, une voix pour tenir à gauche. Elle portera vos colères, vos solidarités, vos revendications !

Droit au logement pour tous !

Depuis des années les Vénissians se mobilisent contre les expulsions, pour le droit au logement.

A Lyon, des centaines de personnes vivent dans la rue et des milliers de familles demandent un logement social.

A Vénissieux, des familles hébergées chez des particuliers avec des enfants scolarisés se sont retrouvées à la rue.

L'hébergement est l'une des dernières compétences sociales de l'Etat qui ne veut pas répondre à la satisfaction de ce droit humain. Il a laissé se multiplier des bidonvilles plutôt que de créer des centres d'hébergement avec un réel accompagnement social (CHRS). La situation explosive de Calais a montré que c'était une impasse.

Au contraire, Vénissieux mène une politique en faveur du droit au logement pour tous pour répondre aux besoins de tous les Vénissians, aux revenus modestes et moyens; CHU, résidences sociales, foyers, pensions de famille, 50 % de logements sociaux, accession aidée, accession libre...

Mais tout dépend des choix du gouvernement et de la métropole, ils ont les cordons de la bourse !

Une autre politique est indispensable. Les demi-mesures de la loi SRU, l'insuffisance des aides à la construction, l'abandon des aides à la réhabilitation ne permettent pas de faire face aux manques de logement.

Droit au logement.

Un loyer plafonné à 20% des revenus !

L'accession à la propriété vantée par les promoteurs, aidée fiscalement ne peut être la seule réponse. Pour gérer la pénurie, certains veulent réserver les logements sociaux aux plus pauvres. ils poussent à la ghettoisation et envoient les autres vers le surendettement.

Une autre politique est possible: baisse des loyers par l'aide de l'état à la construction et aux réhabilitations pour ne pas faire payer les locataires. Constructions de 200 000 logements sociaux par an. Son financement est possible, le livret A dépasse 230 milliards d'euros ! .

Industrie ? Leur Bilan !

Depuis 2000, l'industrie en France a perdu 25% de ses emplois. On importe 60% des produits industriels. Les investissements sont en baisse de 5 millards par an, mais les dividendes ont explosé jusqu'à 25% du PIB !

Hollande n'a pas tenu son engagement: l'emploi !

Un million de demandeurs d'emploi en plus sous Sarkozy, un million de plus sous Hollande!

La logique est la même. Pour eux, les entreprises ne sont pas assez compétitives. Il faut baisser le coût du travail, donc baisser les salaires, et « simplifier » un droit du travail jugé trop rigide.

Droit à un emploi.

Recrutement obligatoire de 10% des effectifs !

32h pour tous !

Ce sont les exigences du patronat. M. Gattaz (président du MEDEF) annoncait un million d'emplois en échange du "Pacte de responsabilité", avec le CICE. Coût 2017, 41 milliards d'euros. Pour quel résultat ?

L'ANI, la loi Rebsamen, la loi Macron, la loi El Khomri, ont simplifié pour le patronat les « relations sociales » dans l'entreprise.

Le député Yves Blein a défendu vaillamment cette politique et voté toutes ces lois. Il a été le rapporteur de la mission parlementaire d'information sur le CICE. Le résultat, ce sont des milliers de chômeurs en plus, mais les grands groupes ont continuer à s'enrichir, avec ces milliards qui ont permis d'augmenter les dividendes!

Cette politique faisant du travail un coût est a la base de l'augmentation du chômage. Il faut inverser cette logique. Ce qui coûte c'est la course effrénée au profit, c'est la concurrence libre et non faussée.

Inverser cette logique c'est donner de nouveaux droits aux salariés, avec de vrais moyens d'agir, de s'opposer aux décisions destructrices d'emplois. D'imposer des choix industriels, sociaux, économiques, qui préservent et développent l'emploi.

– Lier les aides gouvernementales à la création effective d'emplois.

– Stopper la mise en concurrence des salariés entre eux.

– Relancer le pouvoir d'achat, des salariés, comme des retraités, et des minimas sociaux pour vivre.

– Décider d'une véritable politique industrielle pour la France dans tous les secteurs d'activités.

– Se servir des milliards récupérés des cadeaux au patronat, pour lancer de grands projets d'avenir et d'infrastructure pour la France.

Le rôle d'un député du peuple, ce n'est pas d'accompagner les décisions des patrons, mais d'impulser une politique économique, et sociale de développement de l'activité et des emplois dans laquelle les entreprises doivent s'intégrer.

On peut augmenter les salaires !

Les millions brillent à la télé, dans les jeux, dans le sport, dans les affaires, avec tous ceux qui trichent, pendant que les inégalités se creusent dans notre pays !

Mais il n'y a jamais eu autant de pauvres, précaires, familles au RSA, de "travailleurs pauvres" qui ne peuvent plus payer leurs charges...

Mais il n'y a jamais eu autant de grands riches, de multimilliardaires, de revenus de luxe pour les PDG, les actionnaires, les affairistes et les rentiers...

Macron et Fillon veulent supprimer l'impôt sur la fortune ! Le FN le disait en 2012, mais Marine Le Pen veut faire social, elle le maintient mais en divisant par deux les impots sur les entreprises, et abandonne les promesses d'une augmentation pour les haut revenus...

Marchais candidat PCF en 1981 disait:
"au dessus de 4 millions, on prend tout"
Cela ferait 15 000€/mois en 2017, Chiche !

Peut-on augmenter salaires, pensions et allocations ? Oui !

La France est un pays riche, avec des ressources, des compétences et des technologies, à condition qu'elles ne soient pas pillées par les spéculateurs.

Mais il faut rompre avec la domination de l'Euro et du Dollar sur l'économie, permettre aux travailleurs de décider des investissements et des priorités, coopérer avec les pays qui cherchent à se libérer de la mondialisation capitaliste, bref **donner le pouvoir économique à la démocratie !**

Pas d'inflation ? Mensonge !

Des habitants d'un lotissement veulent remplacer leur chaudière qui a bientôt 20 ans...

– Prix payé en 2000: 2700 Francs !
– Devis en 2017... 3500€...

Prix multiplié par presque 10...

et nos salaires ?

Priorité aux transports publics !

Avec les pics de pollution, les médias nous enfument ! La qualité de l'air, pour la santé, c'est toute l'année !

Et si l'air est aujourd'hui meilleur à Lyon qu'il y a 30 ans, c'est que des dizaines de cheminées d'usines se sont éteintes, avec des milliers d'emplois disparus ! Nous avons besoin de réinstaller les usines délocalisées, et comme nous l'avons fait à Vénissieux pour Carbone Savoie, en exigeant les investissements les meilleurs pour réduire au maximum la pollution.

Certains profitent de l'émotion devant les pics de pollution pour aggraver les inégalités, interdisant les voitures anciennes en ville, autrement dit, celles des plus pauvres, en autorisant les gros modèles récents essence, pourtant émetteur de poussières ! Certains annoncent des péages, alors que le président Collomb refuse d'accorder les transports publics gratuits !

Le prochain « Plan de Déplacement Urbain » de l'agglomération en cours de discussion ne prévoit toujours pas le développement de « RER »

Abonnement TCL payé par l'entreprise !

Rien pour relier l'agglomération aux villes voisines, donc rien pour sortir de la fracture du périphérique. Rien de plus que ce qui est déjà connu en métros et trams. Rien pour une nouvelle qualité du transport public, fréquences et horaires!

L'Etat et le maire de Lyon mettent des millions pour supprimer l'A6-A7 de Ecully à Pierre-Bénite, abandonnent le contournement ouest de Lyon, (tout passera par l'Est!), reportent la partie Sud du contournement fret (CFAL), les trains de marchandise ne passeront plus à la Part-Dieu mais à St-Priest, Vénissieux, St-Fons et Feyzin!

Il nous faut une députée qui se batte pour la qualité de l'air pour tous, pour de nouvelles lignes de métro et tram, une densification forte des horaires et des fréquences !

Un tram-train sur Bonneway !

LIBERTE EGALITE FRATERNITE et... SOLIDARITE ! !

Cette devise de la France, ce sont ses services publics qui en sont les meilleurs défenseurs.

Sans eux pas de **LIBERTE** de pensée, de vivre, de croire, de se déplacer, d'être en sécurité…….

Sans eux pas d'**EGALITE** d'accès aux soins, à l'école, à la justice, pas d'hôpital, pas de pompiers, pas de logement social……

Sans eux pas de **FRATERNITE** ni de **SOLIDARITE** avec les retraites, aides sociales, minima sociaux, la sécu...

Les fascistes nationalistes, la droite, les sociaux libéraux, les sociaux-démocrates n'ont tous qu'un objectif. Faire taire la Révolution Française, balayer les avancées du Front Populaire de 1936 et les acquis du CNR de 1945.

En s'attaquant aux services publics, c'est à la République, à la Nation, à la France, aux habitants de ce pays qu'ils s'attaquent.

Les services publics sont nos garants que nous ferons face à ces liquidateurs, valets objectifs du Capital mondial, de la Finance Internationale et de l'Argent-Roi, serviles portes-flingue d'un ordre européen et mondial qui ne veut surtout pas le respect et l'union des peuples, l'internationalisme pacifiste et la sauvegarde de notre Planète.

Plus de services publics ne veut pas dire fonctionnariser le pays, c'est seulement dire que les besoins de la plupart des Français ne sont pas ou mal satisfaits et mal protégés, que les conditions de vie de trop d'entre nous sont incorrectes et indignes.

Chacun a droit, dans ce pays, à ce que notre devise nationale nous promet. Un seul outil pour l'appliquer: SERVICES PUBLICS DE FRANCE

Droit à la santé. SECU à 100% pour tous !

Droit à la retraite. 60 ans à taux plein !

La sécurité, une aspiration populaire et légitime !

La sécurité est une préoccupation essentielle des Français, notamment le trafic de drogue.

Plus de 20 % des plus de 14 ans ont observé en 2014 de la consommation ou des trafics de drogue dans leur quartier.

Un chiffre en constante augmentation qu'il faut mettre en rapport avec les 2,3 milliards d'euros de chiffres d'affaires du marché des drogues illicites en France.

Cette économie parallèle est particulièrement inssupportable dans le quotidien car elle s'accompagne de squatts d'allées et de lieux publics, violence et pressions sur les petits dealers, les consommateurs et leurs familles, corruption et silence obligé pour ceux qui y sont mêlés. C'est une véritable mafia qui prospère avec ses petites mains et ses grandes fortunes. Surtout la drogue est destructrice pour de trop nombreux jeunes devenus accros et parfois délinquants pour payer leur dose.

La police agit: 32 500 personnes sont condamnées chaque année pour trafic et plus de 50 tonnes des différentes drogues ont été saisies en 2015. A Vénissieux en 2016, plus de 350 fouilles de parties communes ont permis 33kg de prises de stupéfiants. 17000 euros d'avoirs mal acquis ont été saisis et les mises en cause dans des procédures concernant les stupéfiants ont doublé.

La police et la justice ont besoin de plus de moyens pour lutter contre les réseaux de la drogue, mais aussi de la prostitution, du travail clandestin, des réseaux terroristes.

Cela passe par des agents de proximité, des moyens d'investigation, des juges en nombre suffisants pour traiter sans tarder les dossiers des justiciables.

Et cela passe aussi par des mesures éducatives, la formation, le travail, des professionnels proches et disponibles pour venir en aide aux famillles confrontées à ces difficultés.

Ensemble, refusons que nos quartiers soient pris en otage par le trafic de la mort.

23 avril 2017: les communistes soutiennent Jean-Luc Mélenchon

Nos 5 chantiers pour une autre société !

Pour un emploi digne et utile pour tous, reconquérir la souveraineté populaire, donner le pouvoir aux travailleurs !

Nous ne pouvons pas créer d'emploi sans enlever le pouvoir de l'argent à la grande bourgeoisie et donner à ceux qui travaillent le pouvoir de décision sur l'économie. Ils sont les seuls à pouvoir orienter l'argent vers la satisfaction des besoins humains.

Dès les 100 premiers jours :

– Interdiction des licenciements.

– augmentation de SMIC et minima sociaux.

– Revenu maximum avec tranche d'impôt à 100%.

– Nationalisation des groupes financiers et industriels stratégiques. Indemnisations plafonnées des seuls actionnaires individuels.

– Nationalisation des sociétés d'intérim, transformation des interims en CDI.

– Commissions de contrôle économiques par bassin d'emplois élues par les salariés, et contrôlant les tribunaux de commerce.

Pour sortir de la violence, développer la culture et la démocratie

Nous ne construirons pas d'unité populaire pour une autre société sans soigner les souffrances léguées par la violence capitaliste, sans reconstruire une parole individuelle et collective libérée, sans un immense bouillonnement culturel et idéologique.

Dès les 100 premiers jours :

– Recrutement de 100.000 éducateurs en alternance entre quartiers et lieux de travail.

– Recrutement de 100.000 enseignants avec une structure nationale de recherche pédagogique dans les quartiers populaires

– Statut des intermittents du spectacle, hors grandes entreprises et institutions, et comité locaux d'initiatives culturelles

– Taxation forte de la publicité contribuant au financement public des médias.

– Nationalisation de TF1 et rupture des contrats des sociétés privées de production.

– Forum télévisé quotidien du changement avec associations, syndicats et partis complété par un réseau social public.

Pour le droit au logement et à la santé, sortir de la marchandisation !

Nous ne pouvons répondre aux besoins sociaux sans sortir les ressources nécessaires de la marchandisation, sans inventer de nouveaux modes de gestion publics des besoins par les usagers eux-mêmes, fondés sur la péréquation tarifaire.

Dès les 100 premiers jours :

– Interdiction des expulsions pour dette sans relogement préalable.

– Création de comités locaux du logement avec les associations, collectivités et offices chargé de traiter les situations d'urgence.

– Suppression des allégements de charges patronales.

– La Sécu à 100% pour tous.

Pour une démocratie autogestionnaire, sortir du rôle répressif de l'état.

Nous ne pouvons changer de société sans rompre avec les traditions de domination politique, corporatiste ou patronale, sans inventer une organisation de pouvoirs débarrassée des intérêts privés, des pratiques répressives et de propagande.

Dès les 100 premiers jours :

– Loi de transparence obligatoire de l'état, publication de toutes les archives secrètes.

– Audit des services secrets par une commission conjointe des parlementaires et du conseil économique et social.

– Création de commissions citoyennes locales de contrôles des institutions.

– Droit de votes des immigrés à toutes les élections.

– Fin du financement des partis par l'état.

Pour la paix, sortir du néo-colonialisme et des affrontements impérialistes.

Nous ne pouvons changer de société en France sans sortir des rapports de domination économique ou militaire. Ce sont les rapports humains, notamment issus des immigrations successives qui peuvent être l'outil de nouvelles coopérations internationalistes.

Dès les 100 premiers jours :

– Sortie immédiate de l'OTAN et rappel des armées françaises à l'étranger.

– Ouverture des archives militaires.

– Conférence internationale sur les conséquences de la colonisation Française.

– Annulation de la dette des pays pauvres.

– Primauté des lois nationales sur les traités européens dans la constitution.

– Conférence internationale pour la sortie du capitalisme, pour une devise mondiale d'échange indépendante du $ et de l'€.

– Création de centre d'hébergement d'urgence pour tous les réfugiés.

Oui, la révolution !

Le capitalisme ne peut répondre aux besoins humains. Ses contradictions internes, ses dérives militaristes rappellent les pires heures du 19ème siècle. La révolution est nécessaire ! Elle ne ressemblera ni à celle de 1789, ni à celle de 1917, mais elle en sera la suite historique.

Elle ne peut compter sur les seules voies électorales, elle impliquera à la fois de grands mouvements sociaux et des situations subversives pour l'état et les institutions actuelles, pour déborder la capacité de répression et de manipulation que l'état donne à la bourgeoisie.

Le mouvement populaire décidera. Il a besoin d'un effort de conscience et de connaissance, d'un programme politique pour la mobilisation et le rassemblement de tous ceux qui souffrent du capitalisme, il a besoin d'un parti communiste.

Face au capitalisme, les travailleurs doivent se faire entendre par eux-mêmes, avec leur organisation, indépendante des médias, des institutions.

Ils l'ont fait avec les partis communistes au début du XXème siècle.

Si les luttes sont si difficiles aujourd'hui, c'est, comme le dit le MEDEF, ***"qu'on ne fait pas la même politique avec un PCF à 20%"****. Certains pensent que le PCF va disparaitre comme en Italie, devenir un parti de gauche comme en Allemagne.*

Ce sont les travailleurs qui ont la réponse. C'est vous qui décidez !

Adhérez pour reconstruire un grand parti communiste !

Parti Communiste Français
Section de Vénissieux
48, rue Eugène Maréchal
69200 Vénissieux
Tel: 0472504434
pcf@venissieux.org
http://levenissian.fr